

Protéger l'environnement, une cause commune

Patrick Bonin

Number 772, May–June 2014

Faire front contre la droite canadienne

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/71679ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bonin, P. (2014). Protéger l'environnement, une cause commune. *Relations*, (772), 20–21.

Protéger l'environnement, une cause commune

Les groupes environnementalistes, souvent confrontés à l'urgence et à d'abjectes décisions du gouvernement Harper, doivent néanmoins réussir à renforcer leurs liens avec d'autres groupes sociaux.

PATRICK BONIN

L'auteur est responsable de la campagne Climat-Énergie à Greenpeace Canada

Lino, «*In gas we trust*», 2014, acrylique et collage sur papier

Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti conservateur, les groupes environnementalistes sont une cible prioritaire du gouvernement. Tous les moyens sont bons pour tenter de les intimider, de les affaiblir et de les marginaliser : enquêtes concernant leur statut d'organismes de bienfaisance, coupes budgétaires dans les programmes de soutien, espionnage, «démonisation», voire criminalisation de certains groupes qualifiés «d'écoterroristes» et d'ennemis de l'État, etc. S'ajoutent à cela des campagnes de promotion financées à même les fonds publics pour vendre certains projets à la population d'ici et d'ailleurs – le gouvernement prévoit, par exemple, 22 millions de dollars pour la promotion du pétrole des sables bitumineux¹ – en présentant une information partielle ou biaisée et en tentant de discréditer par la bande l'information véhiculée par les opposants.

Pourquoi en est-il ainsi? Parce que les groupes environnementalistes, en collaboration avec d'autres groupes sociaux et les peuples autochtones, mettent en péril la pierre angulaire de la vision économique du gouvernement conservateur : l'exploitation et l'expansion du pétrole des sables bitumineux. Ils suscitent l'ire de l'industrie et menacent la viabilité économique même de ce projet dans lequel des sommes colossales sont investies. Ils le font en montrant simplement l'incompatibilité de cette exploitation avec les constats scientifiques et les objectifs de réduction des gaz à effet de serre que s'est fixés le Canada. Incapables de s'attaquer à la justesse des arguments, leurs dénigreurs tirent donc sur ceux et celles qui défendent sur la place publique les constats faits par les scientifiques, lesquels sont aussi malmenés par ce gouvernement.

Ce dernier a pour ambition de tripler la production de pétrole issu des sables bitumineux d'ici 2035, alors qu'ils sont déjà la source d'émissions de gaz à effet de serre qui connaît la croissance la plus rapide au Canada. Le seul moyen d'y arriver est d'alléger les protections environnementales et les conditions d'évaluation et d'approbation des projets, ce qui a été fait de manière substantielle à travers les projets de loi C-38 et C-45. Ceux-ci répondaient aux demandes des pétrolières et visaient à faciliter l'approbation rapide des projets de pipelines essentiels à l'expansion



et à l'exportation du pétrole des sables bitumineux vers les marchés étrangers. En situation de gouvernement majoritaire, les débats parlementaires ont été empêchés et ces projets de loi n'ont pu être stoppés ni même amendés. Ainsi, nous faisons face à des reculs très importants qui se sont produits extrêmement vite, sans oublier le retrait inqualifiable du Canada du Protocole de Kyoto.

DE PETITES VICTOIRES

En même temps, tout n'est pas tout noir. Si on cherche maintenant à faire passer par le Québec les projets de pipelines controversés, c'est parce qu'ils sont bloqués au sud et à l'ouest de l'Alberta. En effet, le projet Keystone XL, un oléoduc géant entre le Canada et les États-Unis, a suscité la plus importante mobilisation sur les enjeux climatiques de l'histoire des États-Unis avec 50 000 manifestants à Washington, en 2013, succédant aux actions de désobéissance civile non violente² dans le cadre desquelles 1200 personnes, dont des scientifiques, des acteurs et des syndicalistes, ont été arrêtées en 2011.

Sur la côte ouest canadienne, plus de 130 communautés autochtones s'élèvent contre le projet de Northern Gateway de la compagnie Enbridge, qui ne leur apportera que des risques, sans aucun bénéfice. Si les groupes environnementalistes ont joué un rôle dans cette mobilisation, ce sont vraiment les communautés qui se sont prises en main. Les gens n'ont d'autre choix que de prendre la rue et tenter

de bloquer physiquement ces projets lorsque ceux qui sont censés les représenter les ignorent et vont de l'avant malgré l'absence d'acceptabilité sociale. Près des deux tiers de la population s'y opposeraient selon un récent sondage réalisé par Justason Market Intelligence, en janvier 2014.

Outre cette mobilisation remarquable, il faut souligner aussi le travail de groupes comme ForestEthics et le Sierra Club, par exemple, qui, avec Greenpeace, ont contribué à sauver la Forêt du Grand Ours en Colombie-Britannique. Ou encore l'Ontario Clean Air Alliance – une vaste coalition regroupant entre autres des organisations en santé et en environnement, des groupes religieux, des syndicats et des municipalités – qui a réussi à faire fermer les dernières centrales électriques alimentées au charbon en Ontario. Sur la question de la protection de l'eau, une association comme le Conseil des Canadiens mobilise aussi, par exemple, des milliers de citoyens dans leurs collectivités.

Cela dit, il apparaît néanmoins qu'en général, la culture du militantisme et de l'engagement citoyen est plus forte au Québec qu'ailleurs au pays, en particulier sur la question des changements climatiques. Plusieurs sondages ont révélé que le degré de préoccupation des Québécois à cet égard est parmi les plus élevés au pays. Avec l'arrivée de projets de pipelines liés aux sables bitumineux, les Québécois ont maintenant la possibilité de freiner l'expansion de la production de ce pétrole ultrapolluant qui cause un véritable

Les environnementalistes ne gagneront pas seuls la bataille contre le réchauffement climatique face au richissime lobby des pétrolières. Nous devons nous serrer les coudes.

désastre environnemental. Et ils savent d'expérience que c'est possible d'arrêter des projets lorsqu'on a la conviction que ceux-ci vont à l'encontre du bien commun et de l'intérêt de la collectivité. On l'a vu lors des mobilisations contre la centrale thermique du Suroît, la privatisation du mont Orford ou contre l'industrie du gaz de schiste, par exemple.

Les collaborations tissées au fil des années entre les groupes environnementalistes et le mouvement syndical jouent un rôle. Elles ont contribué à de grandes mobilisations comme celle de 2005, à Montréal, où 40 000 personnes ont manifesté lors de la Conférence des Nations unies sur le climat, ainsi qu'en 2012, alors que 250 000 personnes marchaient pour le Jour de la Terre. Les centrales syndicales aident aussi les groupes environnementalistes à prendre le pouls de la population. Elles les forcent à considérer ses préoccupations dans leurs prises de position, de manière à obtenir l'adhésion la plus large possible. Dans le reste du Canada, il semble plus difficile de créer de telles alliances,

1. Lire « Ottawa hires ad firm for \$22 million oilsands campaign », *The Toronto Star*, 9 janvier 2014.

2. Plus de 90 000 personnes ont signé un serment de résistance (« *pledge of resistance* »), s'engageant ainsi à faire de la désobéissance civile pour cette cause.

d'autant que le territoire est immense et le nombre de syndiqués moindre. Aussi, les attaques du gouvernement conservateur contre les mouvements sociaux ont été si multiples que bon nombre d'entre eux ont été entraînés dans des situations de crise et de luttes sectorielles qui rendent difficiles les efforts de concertation plus larges.

AU-DELÀ DE L'AXE GAUCHE-DROITE

Par ailleurs, parmi les mouvements de gauche, les groupes environnementalistes ont peut-être la particularité – voire la prétention – d'être capables de rejoindre également des gens de droite pour qui, pensent-ils, la protection de l'environnement est aussi une question importante, la preuve étant qu'elle faisait jadis partie de la philosophie politique conservatrice. Bien qu'associé davantage à la gauche, le mouvement environnemental tente de cheminer dans le respect des différentes approches et stratégies adoptées par les uns et les autres parce que chacun est convaincu que la volonté qui anime les actions des autres est authentique et similaire à la sienne.

Cependant, certains points de vue offrent matière à controverses et à débats. Le recours aux instruments du marché financier – la bourse du carbone par exemple – ne fait pas nécessairement l'unanimité dans une optique de gauche. Ou encore l'économie verte qui, pour certains, donne lieu à un transfert de fonds publics au profit des entreprises privées, encourage l'économie capitaliste et entretient le mythe de la croissance infinie. Il faut en débattre et trouver des lieux d'échange pour développer une compréhension mutuelle au sein des forces progressistes, car c'est ainsi qu'on peut établir la confiance et le respect qui sont essentiels pour développer des solutions qui protégeront l'environnement et permettront un réel avancement social. Des événements comme le Sommet des peuples Rio+20 et bientôt le Forum social des peuples à Ottawa sont importants à cet égard.

Les groupes environnementalistes ont encore du travail à faire pour renforcer leurs liens avec des groupes défendant d'autres causes sociales, dans un esprit de réciprocité. Sur ce plan, de belles avancées ont été faites dans les dernières années, par exemple avec les peuples autochtones, qui conduisent à un approfondissement de notre connaissance de ces peuples, de ce qui nous unit à eux et de ce pourquoi nous luttons et devons lutter ensemble.

Mais surtout, tous ces liens sont cruciaux parce que les environnementalistes ne gagneront pas seuls la bataille contre le réchauffement climatique face au richissime lobby des pétrolières. Nous devons nous serrer les coudes, car il s'agit là d'un enjeu de civilisation : à certains égards, c'est la possibilité de la vie sur Terre qui est en jeu, et le sort de pans entiers de populations qui subissent déjà en première ligne, dans certains pays, les effets du réchauffement. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE CARON